

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE GRENOBLE**

N°2007762

ASSOCIATION LAC D'ANNECY
ENVIRONNEMENT ET AUTRES

Mme Frédérique Permingeat
Rapporteur

M. Paul Journé
Rapporteur public

Audience du 3 juillet 2025
Décision du 17 juillet 2025

C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Grenoble

(4^{ème} Chambre)

-

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 22 décembre 2020 et des mémoires enregistrés le 9 octobre 2021, le 31 octobre 2024, le 3 novembre 2024 et le 5 novembre 2024, l'association Amis de la terre en Haute-Savoie, l'association Annecy lac pêche, l'association Lac d'Annecy environnement et l'association France nature environnement demandent au tribunal dans le dernier état de leurs écritures :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir le refus que le préfet de Haute-Savoie a implicitement opposé à leur demande tendant à ce qu'il constate la méconnaissance, par plusieurs riverains du lac d'Annecy, de la servitude dite de marchepied sur le territoire de la commune de Talloires-Montmin au lieu-dit « presqu'île d'Angon » et transmette les procès-verbaux d'infraction au tribunal administratif ;

2°) d'enjoindre au préfet de la Haute-Savoie d'effectuer ces démarches dans le délai d'un mois courant à compter de la date de notification du jugement, sous astreinte hebdomadaire de 1 000 euros.

Elles soutiennent que :

- leurs conclusions sont suffisamment précises ;
- elles ont lié le litige ;
- le courrier informatif que le préfet de la Haute-Savoie a adressé le 8 janvier 2021 à l'association Lac d'Annecy environnement ne peut être regardé comme portant rejet explicite de leur demande ;
- elles justifient d'un intérêt à agir ;

- les associations Les Amis de la terre Haute-Savoie et Lac d'Annecy environnement sont régulièrement représentées ;
- le refus en litige méconnaît l'article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Le préfet de la Haute-Savoie a présenté un mémoire, enregistré le 23 septembre 2021, par lequel il s'en remet à la sagesse du tribunal.

Mme Françoise Bertherat dit Paccard, Mme Nevine Sawayat Bouchet, Mme Tasha Bouchet, M. Guy Dubourgeal, M et Mme Eckhouse, M. et Mme Mottard, M. et Mme Mahe, Mme Dominique Marie, M. Jean-François Marie, Mme Marie-Pierre Marie, Mme Anna Pigato, M. Bernard Ract, Mme Coralie Tetu, Mme Clothilde Tetu, M. Camille Tetu, la société civile immobilière (SCI) Clos d'Angon, la SCI Les Alpagnes et la société à responsabilité limitée (SARL) Le Cabanon, représentés par Me Garrigues, ont présenté un mémoire en défense, enregistré le 30 septembre 2024, par lequel ils concluent au rejet de la requête et demandent, au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, la mise à la charge de chaque association d'une somme de 500 euros à verser à chacun d'eux.

Ils font valoir que :

- la requête est irrecevable du fait de l'inexistence du refus en litige car les associations requérantes n'établissent pas avoir notifié leur demande au préfet et avoir ainsi fait naître un refus implicite ;
- l'association France Nature Environnement 74 n'a pas lié le litige ;
- les associations requérantes sont dépourvues d'intérêt pour agir ;
- les associations Les Amis de la terre en Haute-Savoie et Lac d'Annecy environnement ne sont pas régulièrement représentées ;
- subsidiairement, elles ne rapportent pas la preuve de la méconnaissance de la servitude dite « de marchepied » sur leurs parcelles respectives en l'absence de démonstration de la présence, dans une bande de 3.25 mètres depuis la hauteur des eaux coulant à plein bords, d'obstacles à la circulation autres que des constructions édifiées avant 1964 et en l'absence de délimitation exacte du domaine public ;
- en tout état de cause, le refus du préfet de la Haute-Savoie est fondé compte tenu de la nécessité qu'il y a à protéger le site répertorié comme zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II.

L'association des propriétaires riverains du Lac d'Annecy, représentée par Me Garrigues, a présenté un mémoire en intervention enregistré le 30 septembre 2024 par lequel elle conclut au rejet de la requête.

Elle fait valoir que :

- son intervention est recevable ;
- la requête est irrecevable du fait de l'inexistence du refus en litige car les associations requérantes n'établissent pas avoir notifié leur demande au préfet ;
- l'association France Nature Environnement 74 n'a pas lié le litige ;
- les associations requérantes sont dépourvues d'intérêt pour agir ;
- les associations Les Amis de la terre en Haute-Savoie et Lac d'Annecy environnement ne sont pas régulièrement représentées ;
- subsidiairement, elles ne rapportent pas la preuve de la méconnaissance de la servitude dite « de marchepied » sur leurs parcelles respectives en l'absence de démonstration de la présence, dans une bande de 3.25 mètres depuis la hauteur des eaux coulant à plein

bords d'obstacles à la circulation autres que des constructions édifiées avant 1964 et en l'absence de délimitation exacte du domaine public ;

- en tout état de cause, le refus du préfet de la Haute-Savoie est fondé compte tenu de la nécessité qu'il y a à protéger le site répertorié comme zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type II.

La SCI du Lac 2009, représentée par Me Poujade, a présenté un mémoire en défense, enregistré le 30 septembre 2024, par lequel elle conclut au rejet de la requête.

Elle fait valoir que :

- la requête est irrecevable par application de l'article R. 411-1 du code de justice administrative du fait de l'imprécision de la demande des associations requérantes ;

- les éléments produits par les associations requérantes sont insuffisants pour établir l'existence des infractions pour la commission desquelles elles demandent au préfet d'engager des poursuites ;

- subsidiairement, la servitude dite « de marchepied » est respectée sur la parcelle dont elle est propriétaire.

Le mémoire présenté par Mme Françoise Bertherat dit Paccard, Mme Nevine Sawayat Bouchet, Mme Tasha Bouchet, M. Guy Dubourgeal, M et Mme Eckhouse, M. et Mme Mottard, M. et Mme Mahe, Mme Dominique Marie, M. Jean-François Marie, Mme Marie-Pierre Marie, Mme Anna Pigato, M. Bernard Ract, Mme Coralie Tetu, Mme Clothilde Tetu, M. Camille Tetu, la SCI Clos d'Angon, la SCI Les Alpagnes et la SARL Le Cabanon, enregistré le 29 novembre 2024, n'a pas été communiqué.

Le mémoire présenté par l'association des propriétaires riverains du Lac d'Annecy, enregistré le 29 novembre 2024, n'a pas été communiqué.

Le mémoire présenté par la SCI du Lac 2009, enregistré le 1^{er} décembre 2024, n'a pas été communiqué.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de la propriété des personnes publiques ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Permingeat, premier conseiller ;
- les conclusions de M. Journé, rapporteur public ;
- et les observations de M. Perrier pour les requérants, de Me Poujade, avocat de la SCI lac 2009 et celles de Me Garrigues, avocat de Mme Françoise Bertherat dit Paccard, Mme Nevine Sawayat Bouchet, Mme Tasha Bouchet, M. Guy Dubourgeal, M et Mme Eckhouse, M. et Mme Mottard, M. et Mme Mahe, Mme Dominique Marie, M. Jean-François Marie, Mme Marie-Pierre Marie, Mme Anna Pigato, M. Bernard Ract, Mme Coralie Tetu, Mme Clothilde Tetu, M. Camille Tetu, la société civile immobilière (SCI) Clos d'Angon, la SCI Les Alpagnes et la société à responsabilité limitée (SARL) Le Cabanon.

La SCI du Lac 2009 a présenté une note en délibéré, enregistrée le 3 juillet 2025.

Mme Françoise Bertherat dit Paccard, Mme Nevine Sawayat Bouchet, Mme Tasha Bouchet, M. Guy Dubourgeal, M et Mme Eckhouse, M. et Mme Mottard, M. et Mme Mahe, Mme Dominique Marie, M. Jean-François Marie, Mme Marie-Pierre Marie, Mme Anna Pigato, M. Bernard Ract, Mme Coralie Tetu, Mme Clothilde Tetu, M. Camille Tetu, la SCI Clos d'Angon, la SCI Les Alpagnes et la SARL Le Cabanon ont présenté une note en délibéré, enregistrée le 7 juillet 2025.

Considérant ce qui suit :

1. Par courrier du 30 septembre 2020, les associations Amis de la terre en Haute-Savoie, Annecy lac pêche et Lac d'Annecy environnement ont demandé au préfet de la Haute-Savoie d'engager des poursuites à l'encontre de divers propriétaires de parcelles situées au bord du lac d'Annecy au lieu-dit « presqu'île d'Angon » sur le territoire de Talloires pour méconnaissance de la servitude instituée par l'article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques. Dans la présente instance, ces trois associations auxquelles s'est adjointe France Nature Environnement 74, demandent l'annulation pour excès de pouvoir du refus que le préfet de la Haute-Savoie leur a implicitement opposé.

Sur l'intervention de l'association des propriétaires riverains du lac d'Annecy :

2. L'association des propriétaires riverains du lac d'Annecy justifie d'un intérêt suffisant au rejet des prétentions des associations requérantes. Son intervention en défense est donc recevable.

Sur l'exception de non-lieu à statuer opposée en défense :

3. D'une part, si le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique fait naître une décision implicite de rejet qui peut être déférée au juge de l'excès de pouvoir, une décision explicite de rejet intervenue postérieurement se substitue à la première décision. Il en résulte que des conclusions à fin d'annulation de cette première décision doivent être regardées comme dirigées contre la seconde. D'autre part, aux termes de l'article R. 421-5 du code de justice administrative : « *Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision* ».

4. Le préfet de la Haute-Savoie reconnaît avoir reçu notification de la demande des associations Amis de la terre en Haute-Savoie, Annecy lac pêche et Lac d'Annecy environnement du 30 septembre 2020 le jour même. Le silence gardé par cette autorité a fait naître un refus implicite deux mois plus tard, le 30 novembre 2020 mais, en l'absence d'indication aux intéressées des délais et voies de recours dont elles disposaient pour en contester la légalité, aucun délai de recours contentieux n'a couru à son encontre. Ultérieurement, le 8 janvier 2021, le préfet de la Haute-Savoie a adressé à l'association Lac d'Annecy environnement un courrier lui indiquant, en réponse à sa demande du 30 septembre 2020, que ses services « travaillent également sur le recensement de secteurs où l'ouverture de cette servitude aux piétons présente un intérêt de parcours et paraît réalisable à moyen terme après un temps de concertation avec les propriétaires et les élus, garants de la sécurité publique sur leur commune ». Eu égard à sa teneur, un tel document doit être regardé comme portant rejet exprès de la demande du 30 septembre 2020. Par application des principes énoncés au point 3, cette décision expresse s'est substituée au refus implicite au 30 novembre

2020 et les conclusions des associations requérantes doivent être regardées comme dirigées contre cette décision expresse. Il en résulte que l'exception de non-lieu à statuer, opposé par les défendeurs dans leurs écritures enregistrées le 29 novembre 2024, doit être écartée.

Sur les conclusions à fin d'annulation pour excès de pouvoir et d'injonction et d'astreinte :

En ce qui concerne les fins de non-recevoir opposées en défense :

5. Aux termes de l'article R. 411-1 du code de justice administrative : « *La juridiction est saisie par requête. La requête (...) contient l'exposé des faits et moyens, ainsi que l'énoncé des conclusions soumises au juge* ».

6. Comme exposé dans les visas du présent jugement, les écritures des associations requérantes satisfont aux exigences posées par les dispositions précitées.

7. Comme exposé au point 4, le préfet de la Haute-Savoie reconnaissant avoir reçu notification de la demande présentée par les associations Amis de la terre en Haute-Savoie, Annecy lac pêche et Lac d'Annecy environnement le 30 septembre 2020, un refus implicite auquel s'est substitué, le 8 janvier 2021, un refus exprès est bien né le 30 novembre 2020. Par ailleurs, les conclusions des associations requérantes doivent être regardées comme dirigées contre le refus exprès du 8 janvier 2021. Il en résulte que les défendeurs ne sont pas fondés à invoquer l'inexistence du refus en litige.

8. Comme exposé au point 4, aucun délai de recours contentieux n'a couru contre le refus implicite né le 30 novembre 2020. Par suite, la requête des associations requérantes initialement présentée contre ce refus n'est pas tardive.

9. Eu égard à son objet, le refus du 8 janvier 2021 peut être contesté par toute personne justifiant d'une qualité lui donnant un intérêt suffisant pour en demander l'annulation. Par suite, les défendeurs ne sont pas fondés à soutenir que les conclusions de France nature environnement 74 sont irrecevables au motif que cette association ne figure pas au nombre des signataires de la demande préalable du 30 septembre 2020.

10. Aux termes de l'article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques : « *Les propriétaires riverains d'un cours d'eau ou d'un lac domanial ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 3,25 mètres. Leurs propriétés sont grevées sur chaque rive de cette dernière servitude de 3,25 mètres, dite servitude de marchepied. / Tout propriétaire, locataire, fermier ou titulaire d'un droit réel, riverain d'un cours d'eau ou d'un lac domanial est tenu de laisser les terrains grevés de cette servitude de marchepied à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou de ce lac, des pêcheurs et des piétons* ».

11. S'agissant, en premier lieu, de l'intérêt de l'association Lac d'Annecy environnement et de la qualité de son représentant à contester le refus en litige, l'objet statutaire de cette personne morale consiste notamment à faciliter la participation des habitants, des résidents secondaire et des villégiateurs à la « valorisation du site du bassin du lac d'Annecy » et à l'« amélioration de la qualité de vie ». Dans la mesure où les dispositions

citées au point 10 prévoient le libre accès des piétons aux servitudes dites « de marchepied », le respect de ces servitudes contribue à la réalisation de ces deux objectifs. Les défendeurs ne sont donc pas fondés à contester son intérêt à agir dans la présente instance. Par ailleurs, aux termes de l'article 5.11 des statuts de cette association, son président la représente « dans les actions en justice, comme demandeur ou défendeur, après délibération du Conseil l'y autorisant. / (...) / En cas d'empêchement du Président, la personne chargée de représenter l'Association sera le vice-président ou, à défaut, un adhérent mandaté à cet effet ». En l'espèce, il résulte des explications et pièces produites par cette association que son conseil d'administration a donné mandat à l'un de ses membres, M. Perrier, pour la représenter dans la présente instance du fait de l'empêchement de son président. Cette circonstance n'étant pas sérieusement remise en cause par les défendeurs, la qualité pour agir de M. Perrier est établie.

12. S'agissant, en deuxième lieu, de l'intérêt de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique Annecy lac pêche, son objet statutaire consiste notamment à « mettre en œuvre des actions de développement du loisir pêche ». Dans la mesure où les dispositions citées au point 10 prévoient le libre accès des pêcheurs aux servitudes dites « de marchepied », leur respect contribue à la réalisation de l'objectif précité de l'association requérante. Les défendeurs ne sont donc pas fondés à contester son intérêt à agir dans la présente instance.

13. En troisième lieu, alors que, de l'aveu même de l'association Amis de la Terre en Haute-Savoie elle n'avait pas, à la date d'enregistrement de sa requête, de président et « fonctionnait de manière collégiale », elle se présente dans l'instance comme étant représentée par « son président en exercice dûment habilité à cet effet par décision du conseil d'administration du 1^{er} décembre 2020 ». Par suite, les défendeurs sont fondés à contester la qualité pour agir du représentant de cette association.

14. Enfin et en quatrième lieu, la servitude dite « de marchepied » ayant pour finalité de permettre la libre circulation des gestionnaires du domaine public, des pêcheurs et des piétons, elle ne rentre pas dans le champ des buts que l'association France nature environnement Haute-Savoie s'est assignée et qui consistent en la « défense et la protection des sites, la sauvegarde de l'environnement et de manière plus générale du milieu naturel et de la flore et de la faune ». Par suite, les défendeurs sont fondés à soutenir qu'elle ne justifie pas d'un intérêt à contester la décision en litige.

15. Il résulte de ce qui précède que seules les conclusions de l'association Lac d'Annecy environnement et de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique Annecy lac pêche sont recevables.

En ce qui concerne le bien-fondé des conclusions à fin d'annulation, d'injonction et d'astreinte :

16. Les autorités chargées de la police et de la conservation du domaine public fluvial sont tenues, par application des principes régissant la domanialité publique, de veiller à l'utilisation normale des rivages du lac et d'exercer à cet effet les pouvoirs qu'elles tiennent de la législation en vigueur, y compris celui de saisir le juge des contraventions de grande voirie, pour faire cesser les occupations sans titre et enlever les obstacles installés en méconnaissance de la servitude de marchepied, qui s'opposent à l'exercice par le public, de son droit à l'usage de ce domaine. L'obligation ainsi faite à ces autorités trouve sa limite dans

les autres intérêts généraux dont elles ont la charge et, notamment, dans les nécessités de l'ordre public. En revanche, elles ne sauraient légalement s'y soustraire pour des raisons de simples convenances administratives.

17. Aux termes de l'article L. 774-2 du code de justice administrative : « *Dans les dix jours qui suivent la rédaction d'un procès-verbal de contravention, le préfet fait faire au contrevenant notification de la copie du procès-verbal* ».

S'agissant des parcelles AK n°65, 66 et 170 et AL n°322, n°323, n°389, n°390, n°391, n°392, n°393, n°404, n°405, n°407, n°409, n°410, n°411, n°412, n°529, n°534, n°536, n°537, n°538, n°540, n°600, n°616, n°617, n°653, n°655, n°659, n°705, n°749, n°835, n°862, n°863, n°864, n°865 et n°887 :

18. En se bornant à produire une photographie aérienne du rivage et un tableau de parcelles cadastrales sans même les localiser précisément, les associations requérantes n'apportent pas d'éléments suffisamment sérieux au soutien de leurs affirmations selon lesquelles les propriétaires des parcelles AK n°65, 66 et 170 et AL n°322, n°323, n°389, n°390, n°391, n°392, n°393, n°404, n°405, n°407, n°409, n°410, n°411, n°412, n°529, n°534, n°536, n°537, n°538, n°540, n°600, n°616, n°617, n°653, n°655, n°659, n°705, n°749, n°835, n°862, n°863, n°864, n°865 et n°887 méconnaissent la servitude dite « de marchepied ». Leurs conclusions tendant à l'annulation pour excès de pouvoir du refus en litige en tant qu'il les concerne ainsi que, par voie de conséquence, les conclusions à fin d'injonction et d'astreinte qui en sont l'accessoire doivent donc être rejetées.

S'agissant des parcelles AL n°394, n°395, n°702, n°703, n°704, n°747, n°949 et n°950 :

19. Si les photographies produites par les associations requérantes sont suffisamment crédibles pour laisser à penser que la servitude dite « de marchepied » n'est pas respectée sur les parcelles AL n°394, n°395, n°702, n°703, n°704, n°747, n°949 et n°950, notamment en limite de propriété de ces terrains, elles ne sont pas suffisantes pour l'établir. Il y a donc lieu, de demander, avant-dire-droit, aux propriétaires de ces parcelles de produire tous éléments, notamment photographiques, attestant qu'aucun obstacle n'obstrue le passage du gestionnaire du lac, des pêcheurs et des piétons dans une bande de 3.25 mètres depuis la hauteur des eaux coulant à plein bords sur leurs parcelles respectives et notamment en limite de celles-ci. Il y a lieu de leur enjoindre, pour ce faire, un délai de 3 mois courant à compter de la date de notification du jugement.

Sur les frais du litige :

20. Dans les circonstances de l'espèce, les conclusions présentées par Mme Françoise Bertherat dit Paccard, Mme Nevine Sawayat Bouchet, Mme Tasha Bouchet, M. Guy Dubourgeal, M et Mme Eckhouse, M. et Mme Mottard, Mme Dominique Marie, M. Jean-François Marie, Mme Anna Pigato, M. Bernard Ract, Mme Coralie Tetu, Mme Clothilde Tetu, M. Camille Tetu et la SCI Clos d'Angon au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

DECIDE :

Article 1^{er} : L'intervention de l'association des propriétaires riverains du Lac d'Annecy est admise.

Article 2 : Les conclusions présentées par l'association Amis de la Terre Haute-Savoie et France nature environnement Haute-Savoie sont rejetées.

Article 3 : Avant de statuer sur les conclusions de la présente requête en tant qu'elle concerne les propriétaires des parcelles cadastrées AL n°394, n°395, n°702, n°703, n°704, n°747, n°949 et n°950, il sera procédé à un supplément d'instruction afin que les intéressés produisent tous éléments, notamment photographiques, attestant qu'aucun obstacle n'obstrue le passage du gestionnaire du lac, des pêcheurs et des piétons dans une bande de 3.25 mètres depuis la hauteur des eaux coulant à plein bords sur leurs terrains respectifs et notamment en limite de propriété. Ces pièces devront parvenir au greffe du tribunal dans le délai de 3 mois courant à compter de la date de notification du jugement

Article 4 : Les conclusions à fin d'annulation pour excès de pouvoir, d'injonction et d'astreinte dirigées contre les propriétaires des parcelles cadastrées AK n°65, 66 et 170 et AL n°322, n°323, n°389, n°390, n°391, n°392, n°393, n°404, n°405, n°407, n°409, n°410, n°411, n°412, n°529, n°534, n°536, n°537, n°538, n°540, n°600, n°616, n°617, n°653, n°655, n°659, n°705, n°749, n°835, n°862, n°863, n°864, n°865 et n°887 sont rejetées.

Article 5 : Les conclusions présentées par Mme Françoise Bertherat dit Paccard, Mme Nevine Sawayat Bouchet, Mme Tasha Bouchet, M. Guy Dubourgeal, M et Mme Eckhouse, M. et Mme Mottard, Mme Dominique Marie, M. Jean-François Marie, Mme Anna Pigato, M. Bernard Ract, Mme Coralie Tetu, Mme Clothilde Tetu, M. Camille Tetu et la SCI Clos d'Angon au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées

Article 6 : Tous moyens et conclusions des parties sur lesquels il n'est pas expressément statué sont réservés.

Article 7 : Le présent jugement sera notifié à l'association Lac d'Annecy environnement représentée par M. Bruno Perrier au titre des dispositions de l'article R. 751-3 du code de justice administrative, à la SCI du Lac 2009, à la SARL Le Cabanon au titre des dispositions de l'article R. 751-3 du code de justice administrative, à Mme Sylvanie Berthier, à la SCI Bergamo, aux indivisaires du chemin vers la chapelle, à M. Bernard François, à Mme Claudette Francois, à Mme Catherine Kiffer, à Mme Geneviève Lumineau, à M. Marc Kiffer, à Mme Charlotte Suraud, à Mme Dominique Excoffier, à Mme Brigitte Margat, à Mme Catherine Nemoz, à M. Frédéric Margat, à M. Pierre-Yves Baud, à M. Alexandre Barrachin, à M. François-Xavier Crone, à l'association des propriétaires riverains du Lac d'Annecy et au ministre de l'aménagement du territoire et de la transition écologique.

Copie en sera adressée à la préfète de la Haute-Savoie.

Délibéré après l'audience du 3 juillet 2025, à laquelle siégeaient :

M. Pfauwadel, président,

Mme Permingeat, premier conseiller,

Mme Coutarel, premier conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 17 juillet 2025.

Le rapporteur,

Le président,

F. Permingeat

T. Pfauwadel

Le greffier,

M. Palmer

La République mande et ordonne à la préfète de la Haute-Savoie en ce qui la concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.